



Promotion de politiques sociales équitables en matière de genre en Ouganda : Données probantes issues des secteurs de l'éducation, de la santé, du travail et de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH)

Note de politique No. 2

Septembre 2025

Résumé analytique

En Ouganda, les politiques sociales occupent toujours une place secondaire dans l'élaboration des politiques nationales et ne font souvent l'objet d'attention particulière qu'en période de crise, comme lors de la pandémie de COVID-19. Pourtant, ces politiques sont indispensables à l'amélioration du bien-être humain, à la réduction des inégalités et à la viabilité du développement national sur le long terme. Malgré la mise en place de divers programmes de protection sociale, la pauvreté et la vulnérabilité demeurent très répandues, ce qui freine la croissance et la prospérité de l'Ouganda. Une étude menée par un consortium de chercheurs de l'Afrique de l'Est dans le cadre du projet GETSPA révèle que les politiques sociales de l'Ouganda dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'emploi et de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH) n'ont pas suffisamment pris en compte les inégalités de genre. Les questions cruciales telles que la charge disproportionnée des tâches ménagères non rémunérées effectuées par les femmes, la répartition du travail selon le genre, les écarts de rémunération et de patrimoine, l'accès limité à la propriété foncière et la violence basée sur le genre sont rarement prises en compte dans la conception et la mise en œuvre des politiques. Une analyse historique de l'évolution de la politique sociale en Ouganda (de 1940 à nos jours) révèle qu'elle repose sur une approche étroite et fragmentée, qui accorde peu d'importance à l'équité et à l'inclusion sociale.

Les considérations liées au genre sont rarement intégrées comme principe fondamental, ce qui affaiblit le potentiel transformateur de ces politiques. Pour bâtir une société plus inclusive, résiliente et équitable, l'Ouganda doit s'orienter vers des cadres de politique sociale transformateurs en matière de genre, qui s'attaquent aux inégalités structurelles et favorisent activement l'autonomisation de tous les citoyens. Il s'agit de :

- Prendre en compte la dimension de genre à toutes les étapes de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques sociales ;
- Veiller au respect des cadres existants, notamment la politique nationale en matière d'égalité des sexes (2007) et la politique d'égalité des chances (2006) ;
- impliquer divers acteurs de tous les secteurs et communautés ;
- Adopter des processus décisionnels inclusifs et participatifs qui impliquent divers acteurs de tous les secteurs et communautés ;
- Renforcer l'intégration sectorielle afin de garantir des effets coordonnés et durables dans tous les secteurs transformateurs.

En intégrant l'égalité des sexes dans sa politique sociale, l'Ouganda peut renforcer sa résilience, promouvoir la justice économique et favoriser une prospérité partagée à l'ère post-COVID et au-delà.

Introduction

Dans toute l'Afrique, les politiques sociales n'ont historiquement pas permis de réduire de manière significative contre les inégalités entre les sexes. Dans

de nombreux pays, les politiques ne tiennent pas compte de la charge disproportionnée que représentent les tâches liées à la reproduction, tant sur les plans biologique et social, pour les femmes, et

ne parviennent pas à reconnaître, réduire ou redistribuer ce travail non rémunéré. Les politiques ont également en grande partie mis à l'écart les questions systémiques telles que la division du travail selon le genre, l'écart salarial entre hommes et femmes et les disparités dans la détention de patrimoine entre les hommes et les femmes. Des questions cruciales, comme la violence physique et psychologique fondée sur le genre restent également insuffisamment abordées et sont souvent dissociées de leurs fondements économiques et sociaux plus larges.

Par ailleurs, les institutions publiques chargées de la politique sociale adoptent souvent une approche paternaliste face aux inégalités entre les sexes ou, pire encore, renforcent ces disparités au sein de leurs propres structures. Les inégalités entre les sexes sont donc profondément ancrées dans les cadres institutionnels et culturels, allant du mariage et du droit foncier aux lois sur l'héritage et aux relations de travail. Ce phénomène reflète une tendance plus large en Afrique, selon laquelle la politique sociale est souvent considérée comme une préoccupation secondaire plutôt que comme un moteur essentiel du développement. La pandémie de COVID-19 a mis en évidence le rôle essentiel des politiques sociales dans la protection du bien-être humain, en révélant la fragilité des systèmes existants et en amplifiant les disparités séculaires entre les sexes.

En Ouganda, malgré la mise en place d'une politique de protection sociale et d'autres cadres connexes, la pauvreté et la vulnérabilité demeurent omniprésentes et menacent le développement à long terme du pays. Ces niveaux d'inégalités toujours élevés indiquent que les mesures politiques actuelles sont insuffisantes. La pandémie de COVID-19 a exacerbé les défis dans plusieurs domaines de la politique sociale en Ouganda. Si les mesures prises par le gouvernement – largement inspirées des cadres de protection sociale – prévoyaient la distribution de denrées alimentaires, des transferts d'argent et un soutien aux entreprises, leur portée et leur couverture géographique limitées, ainsi que la mauvaise qualité de leur mise en œuvre et les allégations de corruption, n'ont pas permis d'assurer un accès équitable ni une efficacité optimale.

La pandémie a également attiré une attention renouvelée sur les inégalités entre les sexes dans le travail rémunéré et a mis en évidence le fardeau des soins non rémunérés et du travail reproductif assumé par les femmes. Ces évolutions exigent une

réévaluation critique de la trajectoire de la politique sociale en Ouganda. Dans cette note de politique, nous retraçons l'évolution de la politique sociale en Ouganda depuis l'époque coloniale jusqu'à aujourd'hui, en analysant les changements intervenus dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques. Grâce à l'examen des tendances historiques et des lacunes actuelles, nous cherchons à éclairer les stratégies visant à mettre en œuvre des politiques sociales transformatrices et équitables en matière de genre, qui s'attaquent aux inégalités structurelles et favorisent un développement inclusif.

Approche méthodologique

Cette étude a adopté une approche qualitative, axée sur l'analyse de l'évolution de la politique sociale de l'Ouganda dans quatre secteurs clés transformateurs : *l'éducation, la santé, l'emploi et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH)*.

Ces secteurs ont été sélectionnés en raison de leur rôle historiquement important dans l'évolution du développement humain et de leur potentiel d'impact transformateur sur le long terme. Afin de mettre en contexte et d'analyser l'évolution des politiques, l'étude a utilisé un cadre historique, en répartissant l'évolution des politiques sociales en Ouganda en cinq périodes distinctes :

- 1940-1961 (fin de la période coloniale)
- 1962-1980 (après l'indépendance et début de la construction nationale)
- 1981-2000 (ajustement structurel et reconstruction après le conflit)
- 2001-2018 (réformes néolibérales et émergence de la protection sociale)
- 2019 jusqu'à présent (COVID-19 et nouveaux impératifs politiques)

Ces périodes reflètent des changements importants dans les orientations politiques, économiques et idéologiques, qui ont à leur tour fortement influencé l'élaboration, la conception et la mise en œuvre des politiques sociales en Ouganda.

L'étude s'est appuyée sur plusieurs sources de données, notamment des documents politiques et des archives, des publications et des documents non publiés, ainsi que des entretiens avec des informateurs clés (IC) sélectionnés de manière ciblée parmi les parties prenantes issues du gouvernement,

du monde universitaire, de la société civile et des partenaires au développement. Elle a été orientée par des questions de recherche clés, notamment : comment la politique sociale a-t-elle été conceptualisée et définie au cours des différentes périodes historiques ? Comment les priorités ont-elles évolué au fil du temps ? Quelles politiques ont été les plus déterminantes dans l'orientation du développement de l'Ouganda et pourquoi ? Comment les politiques sociales et économiques ont-elles interagi ou été en conflit, à travers leur influence sur différents groupes sociaux en fonction du genre, de la classe sociale et de la situation géographique ? La recherche a également examiné les effets de la pandémie de COVID-19 sur l'orientation et le contenu des politiques sociales, ainsi que la mesure dans laquelle cette période de crise a créé des opportunités de transformation à long terme.

Trajectoire historique de la politique sociale en Ouganda

Pendant l'essentiel de la période coloniale (1940 à 1961), la politique sociale active ne figurait guère à l'ordre du jour en Ouganda, et les rares programmes de protection sociale qui existaient étaient exclusivement destinés aux colons blancs. La conception de la politique sociale à cette époque était étroite et exclusive, une tendance qui s'est poursuivie au début de la période post-indépendance (1962-1980).

Après l'indépendance et jusqu'au début des années 1990, l'approche de l'Ouganda en matière de politique sociale a été limitée dans sa portée. Elle était principalement axée sur l'éducation de base (en particulier au niveau primaire) et les services de santé de base, et ne prévoyait que des mécanismes de protection sociale limités, jugés essentiels au développement social. Ensuite, pendant la période d'ajustement structurel (1981-2000), la politique sociale a fait l'objet d'une attention accrue, mais toujours dans un cadre restreint. Elle était principalement envisagée sous l'angle de la protection sociale visant à réduire la pauvreté, souvent sous la forme de transferts monétaires, de programmes de travaux publics, de formation professionnelle et d'un soutien limité à l'éducation et à la santé.

Les aspects plus larges et plus transformateurs de la politique sociale ont été entravés par la marchandisation et l'individualisme encouragés par

les politiques d'ajustement. Cette approche était inadaptée à un contexte dans lequel l'État était institutionnellement faible et vulnérable aux pressions politiques et économiques informelles.

Plus récemment (2002-2018), les cadres de développement mondiaux tels que les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et les Objectifs de développement durable (ODD) ont influencé la réflexion politique nationale. La promulgation de la Politique nationale de protection sociale en 2015 a marqué un tournant décisif en instaurant la protection sociale comme un élément clé de la prestation des services sociaux. Cela a également conduit à une conception plus large et plus inclusive de la politique sociale, qui continue d'évoluer jusqu'à présent.

Évolution des valeurs et des priorités politiques dans les secteurs sociaux en Ouganda

Pendant la colonisation, la politique dominante dans tous les secteurs – éducation, santé, emploi, eau, assainissement et hygiène (WASH) – était d'assurer l'accès. Cette époque a été marquée par des initiatives telles que la nationalisation de l'éducation et le développement de nouvelles infrastructures hydrauliques. Ces services étaient principalement concentrés dans les zones urbaines et desservaient en grande partie la population coloniale blanche, tandis que les inégalités entre les sexes et l'inclusion rurale étaient à peine prises en compte, voire ignorées.

Au cours de la période qui a suivi l'indépendance, en particulier sous le gouvernement de Milton Obote (1962-1970) et avec l'introduction de sa Charte de l'homme ordinaire, l'Ouganda a adopté une idéologie socialiste mettant l'accent sur l'accès, l'égalité, l'équité et la qualité. Il y a également eu une tentative délibérée d'africaniser l'économie et de développer les services sociaux.

Cependant, ces acquis ont été gravement mis à mal, ce qui a entraîné des effets dévastateurs sur tous les secteurs pendant le régime d'Idi Amin (1971-1979) en raison de l'instabilité politique, de l'effondrement économique et de la répression généralisée. Des réformes axées sur le marché ont été introduites pendant la période d'ajustement structurel, dans le but de stimuler le développement économique. Toutefois, la privatisation des services publics dans le cadre de ces politiques a eu un impact négatif sur

l'accès, l'équité et la qualité, en particulier pour les populations les plus vulnérables. En réponse, le gouvernement a introduit des mesures correctives dans le secteur social. En particulier, l'enseignement primaire universel (EPU) a été lancé afin d'améliorer l'accès et l'équité. Cependant, des défis persistent quant à la qualité de l'éducation et aux résultats scolaires.

Entre 2001 et 2018, des initiatives internationales telles que les OMD et les ODD ont mis l'accent sur l'équité, l'accès et l'inclusion. Au cours de cette période, le gouvernement ougandais a mis en œuvre plusieurs réformes sectorielles afin de s'aligner sur ces objectifs mondiaux, notamment :

- L'enseignement secondaire universel (ESU) introduit en 2004,
- La politique nationale sur l'emploi (2012),
- La politique nationale de santé (2010),
- RUWASA (Programme rural d'approvisionnement en eau et d'assainissement) et
- Les approches sectorielles (SWAps) dans la planification et la prestation de services.

Cette période s'est également caractérisée par une augmentation significative des allocations budgétaires consacrées au secteur social, de plus en plus soutenu par la mobilisation des recettes intérieures. Cependant, malgré des chiffres nominaux impressionnants, le budget du secteur social, en pourcentage du PIB, diminue depuis 2010, ce qui soulève des préoccupations quant à sa viabilité et à sa priorisation. Il est important de noter que cette période a également marqué un tournant dans l'intégration de la dimension de genre dans les politiques et les programmes. L'adoption de la politique nationale sur le genre (2007) et de la politique d'égalité des chances (2006) a permis d'ancrer l'égalité des sexes dans les cadres de développement nationaux de manière plus systématique qu'auparavant.

La pandémie de COVID-19 a donné lieu à une nouvelle vague d'innovations politiques, notamment dans l'utilisation des technologies numériques pour améliorer l'accès et la qualité dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'emploi et de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH). Par exemple, des plateformes d'apprentissage en ligne ont été mises en place dans les écoles et des outils numériques ont été déployés pour la prestation de services de santé et d'eau, d'assainissement et

d'hygiène. Cependant, l'accès au numérique reste très inégal, en particulier dans les zones rurales, où les femmes sont majoritaires et souvent laissées pour compte en raison d'un accès limité aux infrastructures, aux compétences et aux ressources en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC).

Evolution des principaux secteurs de la politique sociale

Depuis l'époque coloniale, les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'emploi et de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH) jouent un rôle fondamental dans le progrès social et économique de l'Ouganda. Ces secteurs sont à l'origine de changements transformateurs qui influencent les moyens de subsistance, la productivité économique et l'égalité des sexes. Des preuves documentées mettent en évidence leur contribution substantielle à l'indice de développement selon le genre (IDG) et à l'indice d'inégalité selon le genre (IIG) de l'Ouganda, confirmant ainsi leur rôle essentiel dans la promotion d'un développement équitable.

Cependant, malgré leur importance historique, ces secteurs sont aujourd'hui confrontés à de graves difficultés qui les empêchent d'atteindre leur plein potentiel. La corruption institutionnalisée, la prestation inefficace des services et un écart de richesse qui ne cesse de se creuser, en particulier sous le gouvernement actuel, ont affaibli leur impact. Ces problèmes systémiques touchent de manière disproportionnée les groupes marginalisés, accentuant les inégalités et compromettant les objectifs de développement à long terme de l'Ouganda.

Nous avons également constaté que, de la période coloniale à nos jours, le lien entre la politique économique et la politique sociale en Ouganda a évolué par des voies directes et indirectes. Par exemple, les secteurs de l'éducation et de la santé jouent un rôle central dans le développement du capital humain. Les citoyens formés et en bonne santé sont employés, de manière formelle ou informelle, dans tous les secteurs de l'économie, y compris l'eau, l'agriculture et l'industrie, favorisant ainsi la croissance de ces secteurs et contribuant au développement économique et national au sens large. Ce lien était particulièrement évident à l'époque des programmes d'ajustement structurel (PAS), qui mettaient l'accent sur la réduction de la pauvreté et la

stabilisation macroéconomique. Malgré ces avancées, les mesures d'austérité associées aux PAS ont entraîné des coûts sociaux importants, notamment une réduction des dépenses publiques consacrées aux services essentiels.

Cette réduction a nécessité la mise en œuvre de politiques sociales compensatoires afin d'amortir le choc subi par les populations vulnérables. Ces conséquences sociales imprévues de la réforme économique mettent en évidence la nécessité d'une société civile forte, comprenant notamment des militants en faveur de l'égalité entre les sexes, capable de plaider en faveur de politiques inclusives et de la protection des groupes marginalisés.

Participation à la politique sociale

En Ouganda, les choix en matière de politique sociale ont été largement influencés par le degré de participation des parties prenantes au processus décisionnel. À l'époque coloniale, la participation des citoyens était très faible, car la plupart des politiques étaient élaborées par les administrateurs coloniaux (principalement issus des bureaux coloniaux) et conçues de manière à servir les intérêts des colonisateurs plutôt que ceux de la population indigène.

Après l'indépendance, les citoyens ont commencé à participer davantage à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des politiques. Toutefois, ces progrès ont été brusquement interrompus sous le régime d'Idi Amin, lorsque les décisions importantes étaient prises par décrets militaires et par des tribunaux, excluant de fait le public des processus de gouvernance. La situation a changé dans les années 1980, lorsque la participation citoyenne a refait surface dans l'arène politique. Ce processus a pris encore plus d'importance avec l'adoption des programmes de développement mondiaux, qui impliquent des agences de développement multilatérales et bilatérales. Ces influences mondiales ont contribué à intégrer des valeurs internationales telles que l'inclusion, les droits de l'homme et la responsabilité dans les politiques de développement de l'Ouganda.

Ce changement a également permis d'introduire une approche multiacteurs dans l'élaboration des politiques, démontrant ainsi l'importance de la collaboration entre trois groupes clés : l'État, la communauté et le secteur privé. Cette « triade

politique » souligne la complexité de la gouvernance et la nécessité d'adopter des approches inclusives et coordonnées en matière de développement.

L'idéologie politique est également un facteur déterminant dans l'orientation des politiques. La période allant de 1962 à 1979 a été marquée par la Charte de l'homme ordinaire et par des politiques favorables aux pauvres et axées sur le bien-être social, visant à promouvoir l'équité et l'accès aux services. En revanche, les réformes néolibérales des années 1980 ont introduit des politiques axées sur le marché qui ont réduit le rôle de l'État dans la prestation des services sociaux, une approche qui influence encore aujourd'hui certains aspects de l'élaboration des politiques.

Les organisations de la société civile luttant pour l'égalité entre les sexes jouent un rôle déterminant dans la promotion des droits des femmes et d'autres groupes marginalisés. Des organisations telles que le Forum pour des éducatrices africaines (FAWE), ONU Femmes et Oxfam mènent des actions de plaidoyer. Néanmoins, bon nombre de ces groupes sont basés à l'étranger et sont parfois considérés comme élitistes et déconnectés des réalités locales. Parallèlement, les groupes féministes locaux sont souvent confrontés à des défis importants, notamment des conflits de leadership et des capacités institutionnelles limitées, qui entravent leur capacité à influencer les politiques nationales.

Implications de la politique sociale pour les femmes et d'autres groupes sociaux

Les politiques sociales mises en œuvre en Ouganda ont eu un impact significatif, notamment en améliorant le bien-être des populations marginalisées et vulnérables. Des avancées importantes ont été enregistrées dans l'élargissement de l'accès à l'éducation et aux services de santé pour les femmes et les enfants, dans l'amélioration des opportunités d'emploi, ainsi que dans la qualité des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement destinés aux communautés à faible revenu. Ces interventions contribuent à améliorer le niveau de vie et à promouvoir l'inclusion sociale dans l'ensemble.

Toutefois, plusieurs défis persistent. Dans le secteur de l'éducation, les préoccupations relatives à la qualité, aux taux d'abandon élevés et aux faibles taux d'achèvement des études, en particulier au niveau

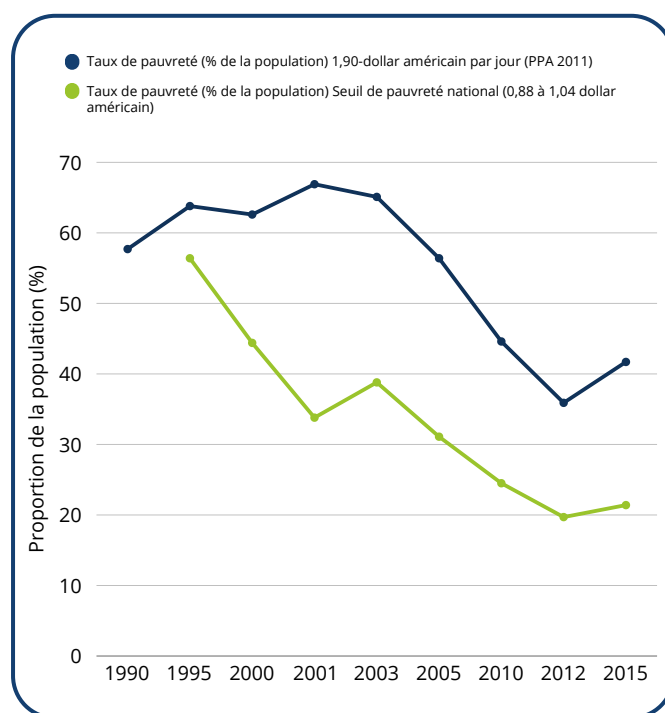
élémentaire, continuent de freiner les progrès. De même, dans les secteurs de la santé et de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (WASH), la qualité et l'accessibilité des services restent un défi, en particulier dans les zones rurales où les femmes représentent la majorité de la population.

Il est important de noter que, malgré les efforts déployés pour promouvoir l'équité, la parité entre les sexes n'est pas encore pleinement réalisée dans ces secteurs. Les inégalités structurelles, les ressources limitées et la mise en œuvre inégale des politiques sensibles au genre continuent d'entraver les progrès vers l'inclusion et l'égalité des chances. Néanmoins, l'impact combiné des politiques dans les quatre secteurs clés (éducation, santé, emploi et WASH) et les retombées des initiatives de développement plus larges contribuent à une baisse soutenue des niveaux de pauvreté depuis les années 1980, comme l'illustre le graphique ci-dessus.

Innovations sectorielles et réponses politiques face à la pandémie de COVID-19

Le déclenchement de la pandémie de COVID-19 a provoqué une vague d'interventions rapides et sans précédent dans tous les secteurs. Cette période s'est révélée être un catalyseur d'innovation, car des changements transformateurs se sont produits dans un laps de temps relativement court. Dans le secteur de l'éducation, l'adoption de l'apprentissage en ligne, en particulier dans les établissements d'enseignement supérieur et les universités, s'est imposée comme un héritage durable.

Au niveau du primaire et du secondaire, le gouvernement a obtenu un temps d'antenne sur certaines chaînes de radio et de télévision afin de faciliter l'enseignement à distance et de garantir la continuité de l'éducation malgré la fermeture des écoles. En outre, la diffusion des lignes directrices à l'intention des parents pour les aider à soutenir l'apprentissage de leurs enfants à la maison a considérablement renforcé l'engagement des parents dans le processus éducatif. Les innovations en matière de santé publique, telles que la production locale de masques de protection, de désinfectants pour les mains et d'équipements sanitaires, ont contribué à améliorer les pratiques d'hygiène et la résilience des communautés. Dans le secteur de l'emploi, la publication des directives à l'intention des



employeurs sur la gestion des défis liés à la main-d'œuvre a été une étape cruciale. Cependant, ces directives ont largement omis de prendre en compte les questions liées au genre, mettant en évidence une lacune qui devra être comblée dans les futurs cadres politiques.

L'utilisation des technologies, notamment des téléphones portables, des radios et des postes de télévision, pour diffuser rapidement les informations relatives à la COVID-19 s'est avérée efficace et devrait être institutionnalisée dans tous les secteurs. Pour que cette mesure soit durable et équitable, le gouvernement doit investir dans le développement des infrastructures numériques et l'amélioration de l'accès, en particulier dans les zones rurales, où les femmes constituent la majorité de la population.

Conclusion

En résumé, la trajectoire de la politique sociale en Ouganda a évolué, passant d'une approche étroite et limitée sur le plan des valeurs à une approche qui englobe des principes plus larges et inclusifs dans quatre secteurs clés : l'éducation, la santé, l'emploi et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH). Ces secteurs jouent un rôle essentiel dans la promotion du développement économique et la protection du bien-être des populations les plus vulnérables. Malgré des engagements politiques pris tant au niveau international que national, la parité entre les sexes

n'a pas encore été atteinte. Il est essentiel de relever ce défi persistant à l'ère post-COVID-19 afin de garantir un développement inclusif et équitable.

Recommandations

Sur la base de notre analyse, nous formulons les recommandations clés suivantes pour promouvoir un développement durable et équitable :

1. Intégrer la dimension de genre dans l'élaboration et le suivi des politiques

- Imposer une budgétisation et des évaluations d'impact sensibles au genre dans tous les secteurs, en veillant à ce qu'elles soient conformes à *la politique nationale de l'Ouganda en matière d'égalité des sexes (2007)* et à *la politique d'égalité des chances (2006)* ;
- Créer un organisme de suivi indépendant chargé de veiller au respect de ces dispositions et de publier des rapports annuels sur l'égalité entre les sexes.

2. Promouvoir des processus politiques inclusifs et participatifs

- Adopter des approches participatives dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques en impliquant des groupes de femmes, des jeunes, des communautés marginalisées et des acteurs du secteur privé ;
- Créer des conseils consultatifs sectoriels sur le genre afin de garantir que les politiques tiennent compte des inégalités intersectionnelles (par exemple, les femmes rurales, les personnes handicapées).

3. Comblar les lacunes persistantes en matière d'accès, de qualité et d'inclusion

- Orienter les hausses budgétaires vers les zones et les populations les plus vulnérables, tout en mettant en place des mécanismes de contrôle transparents afin de prévenir la corruption.

4. Intégrer les objectifs des politiques économiques et sociales

- Élaborer des politiques sociales adaptées, visant à renforcer l'autonomie économique des individus et à soutenir, ce faisant, le développement économique global.

5. Soutenir les innovations et investir dans les infrastructures numériques

- Consolider les innovations introduites pendant la pandémie en intégrant durablement les solutions numériques dans la planification sectorielle, et prévoir des subventions ciblées pour les utilisateurs à faibles revenus ;
- Augmenter les investissements dans les plateformes d'apprentissage en ligne et les infrastructures numériques ;
- Intégrer les considérations liées au genre dans tous les cadres politiques et programmatiques.

6. Renforcer la société civile et les réseaux de défense des droits des femmes

- Soutenir les réseaux de la société civile qui défendent l'égalité des sexes et une gouvernance responsable ;
- Renforcer la collaboration entre les OSC et le gouvernement en vue de s'assurer que les questions de genre restent au cœur de toutes les politiques et interventions sectorielles.

Lectures complémentaires

FAO. (2018). *The gender gap in land rights. Social Policies and Rural Institutes Division* (ESP). <http://www.fao.org/3/I8796EN/i8796en.pdf>

FAWE-Uganda, Oxfam & UN Women. (2021). *Research findings on the situation of, and impact of COVID-19 on, school-going girls and young women in Uganda*. Kampala.

Guloba, M. W. (2020). *How inclusive is Uganda's social protection legal and policy framework in relation to the informal economy?* Friedrich Ebert Stiftung.

Ministry of Education and Sports. (2021). *Guidelines on re-opening of education institutions and implementation of COVID-19 standard operating procedures in Uganda*. Kampala.

Oxfam. (2017). *Who is growing: Ending inequalities in Uganda* [Report].

Informations sur l'auteur :

Julius Omona

Professeur associé
Faculté de travail social et d'administration sociale
Université Makerere

Les lecteurs peuvent reproduire le contenu de cette note de politique pour leur usage personnel, mais ils sont priés de reconnaître dûment le projet « Politique sociale genrée et transformatrice en Afrique (GETSPA) ». Les opinions exprimées dans cette note sont essentiellement celles de l'auteur ou des auteurs et ne représentent pas nécessairement les positions institutionnelles de GETSPA ou de ses partenaires. Toute erreur ou omission dans cette étude n'engage que la seule responsabilité de l'auteur/des auteurs. Pour des commentaires sur cette publication, veuillez contacter l'éditeur.

Publié par :



Politique sociale genrée et transformatrice
en Afrique
Institut d'études africaines
Université du Ghana

Site Web: www.getspa.ug.edu.gh
Email address: getspa.ias@ug.edu.gh

